



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Taxes foncières : Seine-et-Marne

Question écrite n° 64438

Texte de la question

M Fabien Thieme attire l'attention de M le ministre du budget sur l'injustice dont sont victimes des résidents de Dammarie-les-Lys en Seine-et-Marne. Ces résidents sont acquéreurs à terme d'un appartement et ils ont dû s'acquitter, depuis leur entrée dans leur résidence principale, de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Pourtant, conformément au code général des impôts, les acquéreurs à terme ne deviennent propriétaires qu'à la fin du contrat et sont ainsi exonérés de cette taxe jusqu'au terme du paiement intégral. Aussi lui demande-t-il la mutation de cote prévue dans le cas particulier et les mesures qu'il compte prendre afin de rembourser rapidement les sommes indument réglées par ces contribuables.

Texte de la réponse

Reponse. - En cas de contrats de vente à terme régis par les dispositions des articles 1601-2 du code civil et L 261-10 du code de la construction et de l'habitation, le redevable de la taxe foncière sur les propriétés bâties est, jusqu'au transfert de propriété, le vendeur (Conseil d'État du 2 juillet 1990, requête n° 51672). L'instruction prescrivant aux services d'appliquer cette jurisprudence a été publiée au Bulletin officiel des impôts du 4 octobre 1991. Les impositions litigieuses sont réglées soit par dégrèvement accordé à l'acquéreur, soit par mutation de cote au nom du vendeur selon les années d'imposition concernées.

Données clés

Auteur : [M. Thieme Fabien](#)

Circonscription : - Communiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 64438

Rubrique : Impôts locaux

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 novembre 1992, page 5252